

Conseils de perfectionnement à l'UAPV

mise à jour en CFVU du 28 février 2019

1. Aspects réglementaires

Les conseils de perfectionnement sont des instruments indispensables au renforcement de la qualité des formations. Ils ont pour rôle de participer à l'amélioration continue de la qualité des formations, de leur adéquation à l'environnement socio-économique. Ils prennent une acuité particulière dans le cadre de la mise en place du projet CAPACITÉ et de la transformation globale du 1er cycle universitaire. La mise en place des conseils de perfectionnement dans chaque mention de diplôme a été rendue obligatoire par l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, licence professionnelle et de master. Les conseils de perfectionnement ont été installés officiellement à l'Université d'Avignon par un vote de la CFVU lors de sa séance du 2 octobre 2014. Les articles 11 et 15 de l'arrêté du 30 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 22 janvier 2014 et l'article 17 de l'arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence fixent le cadre général de fonctionnement et les missions des conseils de perfectionnement :

Art. 11. – Des représentants du monde socio-professionnel sont associés à la conception et à l'évaluation des formations, notamment dans le cadre de conseils de perfectionnement, et participent aux enseignements dans les conditions prévues à l'article L. 611-2 du code de l'éducation.

Art. 15. – *Afin d'assurer l'amélioration continue des formations, des dispositifs d'évaluation des formations et des enseignements sont mis en place selon des modalités définies par l'établissement pour lui permettre d'apprécier la pertinence de son offre de formation et d'évaluer la qualité de son offre ainsi que l'efficacité des innovations pédagogiques mises en œuvre au regard de la réussite des étudiants.*

« Ces dispositifs associent des représentants des secteurs professionnels concernés.

« En particulier, ils comprennent une évaluation des formations et des enseignements auprès des étudiants, notamment au moyen d'enquêtes régulières. Cette évaluation, organisée dans le respect des dispositions des statuts des personnels concernés, est mise en place sous la responsabilité du conseil académique de l'établissement.

« Ils doivent aussi permettre à l'établissement d'apprécier la qualité des formations qu'il offre en prenant en compte les enseignements tirés des formations comparables en France ou à l'étranger et les résultats des recherches conduites sur la qualité des formations supérieures.

« Ces dispositifs favorisent le dialogue entre les équipes pédagogiques, les étudiants et les représentants du monde socio-professionnel. Ils éclairent les objectifs de chaque formation et permettent de valoriser les réussites pédagogiques. Ils contribuent également, en tant que de besoin, à en faire évoluer les contenus ainsi que les méthodes d'enseignement afin de faciliter l'appropriation des connaissances et des compétences et de permettre d'en améliorer la qualité. Ces dispositifs peuvent également servir de base à l'évolution de la carte des formations de l'établissement en cohérence avec la politique de site.

« Les résultats des évaluations font l'objet de présentations et d'échanges au sein des équipes de formation et des instances compétentes de l'établissement en matière de formation.

« La qualité du dispositif et des démarches d'évaluation mises en place par l'établissement fait l'objet de l'évaluation externe conduite par le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur ou par l'instance validée par celui-ci. Dans ce cadre, sont formulées toutes les recommandations utiles. En particulier, est évaluée la qualité du dialogue interne que l'établissement

conduit avec les étudiants lors de l'élaboration de l'offre de formation comme lors de l'examen des résultats obtenus, notamment en termes de réussite étudiante. Cette évaluation externe ainsi que les résultats obtenus par l'établissement en matière d'évaluation sont pris en compte lors de la procédure d'accréditation. »

Art. 17. – Dans un objectif d'amélioration continue de la qualité de leur offre de formation, les établissements mettent en œuvre les dispositifs d'évaluation interne prévus à l'article 15 de l'arrêté du 22 janvier 2014 susvisé en prenant en compte les objectifs spécifiques du cursus de licence. Ces dispositifs doivent permettre à l'établissement et à la communauté universitaire de s'assurer des acquis réels des étudiants et de leur réussite.

En particulier, les établissements s'assurent auprès des étudiants de l'organisation des évaluations des formations, des enseignements et des activités de formation diversifiées mentionnées à l'article 8. Ils prennent également toutes les initiatives utiles pour que leurs résultats soient pris en compte par les composantes de l'établissement et par l'équipe pédagogique, en particulier au sein des conseils de perfectionnement.

Les résultats observés au sein de ces dispositifs d'évaluation interne sont présentés régulièrement devant la commission de la formation et de la vie universitaire.

Les dispositifs d'évaluation interne de la qualité de l'offre de licence font l'objet d'une appréciation de leur pertinence dans le cadre de l'évaluation externe de l'offre de formation de l'établissement et sont présentés et justifiés par l'établissement au moment de la demande d'accréditation de son offre de licences prévue aux articles 20 et 21.

2. Missions du conseil de perfectionnement de mention

Les conseils de perfectionnement ont pour mission de nourrir la réflexion des équipes pédagogiques quant aux évolutions à mettre en place dans leur diplôme.

Il existe un **conseil de perfectionnement restreint** aux membres de l'équipe pédagogique et aux personnels techniques et administratifs de la formation et un **conseil de perfectionnement élargi** aux membres extérieurs (voir *infra* composition).

Les conseils de perfectionnement peuvent se réunir en formation restreinte pour évoquer toutes les problématiques d'ingénierie pédagogique et de transformation du diplôme notamment celles liées aux nouveaux cursus étudiants et au projet CAPACITÉ. C'est également ce conseil de perfectionnement restreint qui est chargé de prendre connaissance des évaluations des enseignements par les étudiants, d'établir les diagnostics et les propositions d'amélioration. Les enseignants bénéficieront de l'expertise de la MAPUI pour améliorer leurs pratiques pédagogiques. La MAPUI a accès à l'intégralité des résultats de l'évaluation des formations par les étudiants.

Le rôle principal du conseil de perfectionnement élargi consiste à suivre l'évolution des compétences requises pour garantir l'insertion professionnelle des diplômés dans les domaines d'activités en lien avec la formation et proposer, en conséquence, des adaptations des parcours et des contenus de formation. A ce titre, il est associé à la description des formations en termes de compétences. Il participe à la réflexion sur l'évaluation des compétences disciplinaires et transversales. Il peut proposer la création ou la modification d'Unités d'Enseignement et par conséquent un enrichissement ou une modification des fiches RNCP d'un parcours de mention. Il doit suivre pour cela l'évolution économique du secteur d'activité, l'évolution des métiers auxquels prépare la formation, mais aussi assurer une veille sur l'émergence de nouveaux métiers. Le conseil de perfectionnement est le garant au côté de l'équipe pédagogique, de la qualité du diplôme et de l'employabilité des diplômés. Il est notamment impliqué dans l'évaluation de la formation et participe aux différents dispositifs d'enquête, de suivi des parcours (du bac à l'emploi) et de suivi des cohortes sortantes. Il est chargé d'assurer un suivi du dispositif qualité au sein de la formation à l'aide du tableau de bord de la formation élaboré par la Direction des Affaires Générales et de l'Aide au Pilotage. Il prend connaissance des résultats de l'évaluation de la formation par les étudiants et doit proposer des solutions d'amélioration avec le soutien de la MAPUI si nécessaire.

3. Proposition de composition des conseils de perfectionnement des formations initiales (hors LP, formations en alternance et IUT) :

Le conseil de perfectionnement est constitué au niveau de la mention. Il comprend deux périmètres possibles :

- Le **conseil de perfectionnement restreint** aux personnels de l'université d'Avignon : les enseignants titulaires et contractuels de l'équipe pédagogique, les personnels techniques (techniciens et ingénieurs) et secrétaires pédagogiques qui accompagnent les enseignants et les étudiants dans le diplôme.
- Le **conseil de perfectionnement élargi**, aux membres du conseil de perfectionnement restreint s'ajoutent :
 - ✓ des membres extérieurs (1 à 3) pouvant être :
 - un ou des représentants du monde socio-économique ou associatif pour les masters, les LP ou les parcours de spécialisation professionnelle des licences,
 - un ou des enseignants du secondaire pour les licences
 - un ou des représentants des formations possibles en poursuite d'études (de masters ou d'école d'ingénieur) pour les licences
 - ✓ 2 à 3 étudiants inscrits dans la formation représentant chaque niveau du diplôme
 - ✓ 1 ancien étudiant en emploi (si possible)
 - ✓ 1 représentant de l'institution partenaire en cas de co-habilitation de la formation

Le directeur de la composante de gestion, le directeur des études de la composante, le directeur de la MOI, le Vice-président à l'insertion professionnelle et le VP-CFVU sont invités permanents avec voix consultative.

4. Fonctionnement du conseil de perfectionnement

Le conseil de perfectionnement élargi se réunit au moins une fois par an. Le conseil de perfectionnement restreint se réunit au moins deux fois par an.

Le conseil de perfectionnement restreint met en place une évaluation des enseignements et de la formation par une voie dématérialisée. Il assure le traitement des résultats de l'évaluation des enseignements en proposant aux enseignants des solutions d'amélioration avec l'aide de la MAPUI.

Le conseil de perfectionnement élargi assure un suivi du carnet de bord qualité de la formation et analyse les questionnaires d'évaluation annuelle de la formation. Le carnet de bord qualité de la formation est mis en place par la DAGAP et peut être enrichi chaque année sur proposition de la CFVU ou des conseils de perfectionnement de mention ou de composante.

Il édite un compte rendu qui reprend les prescriptions des membres du conseil pour améliorer la qualité globale de la formation. Une fois approuvé par ses membres, le compte rendu est transmis, dans un délai d'un mois, à l'ensemble de ses membres et aux :

- Directeur de composante
- vice-doyen aux études
- Directeur de la MOI
- VP-IP
- VPE
- VP-CFVU.

L'ensemble des comptes rendus des conseils de perfectionnement et l'évolution du carnet de bord qualité des formations doivent faire l'objet chaque année d'un dialogue d'une part entre responsables de mention et le conseil de perfectionnement de composante et d'autre part entre les vice-doyens aux études des composantes et le comité de suivi qualité de l'université.

L'ensemble des discussions devra nourrir le dialogue budgétaire et la politique de recrutement des composantes et de la présidence.

Les conseils de perfectionnement de formation n'invalident pas les conseils de perfectionnement mis en place à l'échelle des composantes ou des CMI dont ils constituent un sous-ensemble.